François BAYROU

41 ans
marié, six enfants.
Agrégé de l'Université
Député sortant
Président du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques
Conseiller municipal de Pau
Candidat unique UDF-RPR.

Suppléant

Pierre LAGUILHON

64 ans
marié, quatre enfants.
Maire de Beuste
Chef d'entreprise agro-alimentaire
Président du Conseil d'administration du lycée technologique privé de Nay-Baudreix
Administrateur de la Caisse Régionale de Crédit Agricole des P.A.
Membre de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Pau.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Nous voulons sortir la France de la crise profonde qu'elle traverse.

Cette crise est d'abord une crise morale. Les promesses ont été trahies et l'honnêteté abandonnée. Les coupables ont été protégés. Cela ne peut pas continuer ainsi.

C'est ensuite une crise économique. Bien entendu, beaucoup de pays dans le monde sont frappés. Il serait injuste de l'oublier. Mais la France souffre plus qu'elle ne le devrait. Le chômage y est de plus en plus lourd, beaucoup plus grave que chez nos concurrents principaux.

La société tout entière est plus fragile : la crise est devenue aussi une crise sociale. Comment en serait-il autrement lorsque les jeunes sont tenus à l'écart de la vie active et que les adultes sont menacés à l'âge même de la pleine activité.

Quel est le mal français ? Quel est le point commun entre tous ces échecs ? Peut-on y porter remède ?

Les Français le sentent confusément : ces échecs sont en relation les uns avec les autres. Leur point commun, c'est **l'irresponsabilité**.

Tantôt des gouvernants prennent des décisions tragiques, comme dans la dramatique affaire du sang contaminé. Mais lorsque les conséquences apparaissent au grand jour, ils refusent d'assumer leurs actes.

Tantôt encore, comme pour l'explosion du chômage, la crise agricole, les difficultés du système éducatif, on baisse les bras devant l'ampleur de l'échec. Cette attitude défaitiste est aussi irresponsable.

Nous vous proposons la démarche contraire. Construire une société de **responsabilité**, c'est obliger les gouvernants à faire face à leurs obligations, c'est commencer tout de suite à changer les choses dans les secteurs qui sont dans l'impasse. C'est aussi obliger à mettre de l'honnêteté et de la générosité dans la politique.

La démarche que nous vous proposons est résolument novatrice. Nous savons que nous rencontrerons des difficultés importantes. La situation est si profondément détériorée que nous ne pourrons pas obtenir de résultats rapides. La cohabitation, que nous aurions souhaité éviter, est lourde de pièges et de menaces. C'est pourquoi nous avons besoin d'une vraie mobilisation autour de nous.

Il faut que les Français et les Béarnais expriment avec force leur volonté de changement.

Merci de votre soutien et de votre amitié

Croyez à mes sentiments fidèles et dévoués

F. Bayrou

François Bayrou

NOS ENGAGEMENTS

10 PRIORITÉS POUR L'ALTERNANCE

1- Concentrer l'action du gouvernement autour de la recherche de l'emploi. Cela signifie une action forte pour faire repartir l'économie, une baisse progressive des charges, par exemple par la budgétisation des cotisations familiales, une réforme de l'ANPE et de la formation professionnelle.

2- Rendre la confiance. La gestion de l'Etat doit être améliorée. Seule une réduction des déficits peut entraîner à terme une baisse des impôts et des taux d'intérêts. Le programme de privatisations qui sera décidé, sera affecté en partie à la réduction de la dette, et en partie à des travaux d'intérêt national.

3- Reconstruire l'Etat. Les missions de l'Etat ne sont pas remplies. Son autorité est bafouée. En même temps, il intervient constamment dans des secteurs où il n'a pas à le faire. L'Etat doit lutter contre l'insécurité, dont sont victimes les plus faibles. La justice doit être restaurée dans son indépendance, dans son impartialité et dans ses moyens. L'administration doit retrouver sa neutralité, fondée sur la compétence et non sur la politisation.

4- Maîtriser l'immigration. Une immigration trop mal contrôlée menace à la fois la cohésion nationale et l'intégration des immigrés en situation régulière. Nous voulons appliquer les lois aujourd'hui bafouées. Les contrôles pour réprimer la clandestinité sont légitimes sur tout le territoire national. Les lois Joxe devront être réformées et les décisions de justice exécutées. Enfin la réforme du code de la nationalité doit permettre de clarifier les droits et les devoirs de ceux qui aspirent à devenir Français.

5- Compléter la décentralisation. Beaucoup de problèmes sont impossibles à régler d'en haut. Il faut clarifier les missions des échelons administratifs pour permettre un meilleur contrôle du contribuable et du citoyen. Il faut ouvrir un véritable droit à l'expérimentation et à l'innovation.

6- Préserver l'environnement. C'est la préoccupation de tous les Français. Des règles claires doivent être instituées qui évitent les excès, dans un sens comme dans l'autre. Les collectivités locales doivent assurer directement la gestion du patrimoine. Les dommages causés doivent être réellement indemnisés. Une fraction des appelés du contingent pourra être affectée à la protection de cet environnement.

7- Faire de l'aménagement du territoire, une priorité nationale. La France est écartelée entre des banlieues qui explosent et un espace rural en voie de désertification. Cela est irresponsable. L'Etat doit redistribuer les richesses, développer un réseau de grands moyens de transport, y compris en ouvrant les concessions de ces équipements, décentraliser les pôles de décision politique, financière et technologique.

8- Sauver l'agriculture. Refuser la signature du Gatt actuellement proposé, essayer de revoir l'accord sur la PAC, en réintroduisant ses principes fondateurs, en particulier la préférence communautaire, telles sont les deux urgences. Mais un programme de législature doit aussi agir sur les charges de l'agriculture, faciliter l'investissement et la transmission des entreprises agricoles, favoriser la diversification et la qualité des produits.

9- Réformer l'éducation. Il ne s'agit pas de choisir le chambardement, mais de retrouver le bon sens. Notre priorité, c'est le retour aux connaissances de base, en particulier la lecture. Nous voulons équilibrer les filières dans l'enseignement général dont la vocation culturelle doit être confirmée, bâtir un enseignement professionnel rénové en associant les entreprises, les établissements et les régions. Les parents devront avoir la liberté de choix de l'école de leurs enfants. L'enseignement privé sera traité avec une parfaite équité.

10- Sauvegarder la protection sociale. La gestion actuelle menace l'assurance-maladie aussi bien que les retraites. Nous entendons la réformer en développant la responsabilité de chacun, caisses, mutuelles, assurances, hôpitaux, médecins, assurés. Les médecins devront être associés à la régulation des dépenses, à l'évaluation et à la rénovation de la nomenclature. Nous proposerons les moyens de sauver les retraites (assouplissement de l'âge du départ en fonction du nombre d'années travaillées, épargne-retraite, etc.).



10 PRIORITÉS POUR PAU ET LE BÉARN

1. Un développement équilibré du Béarn. L'avenir de la région paloise doit reposer à la fois sur le dynamisme de Pau, sur la santé des communes moyennes (Morlaàs, Nay, Pontacq, etc.) et des villages. Les équipements doivent donc être harmonieusement répartis.

2. L'avenir de Pau. Pau est une locomotive pour la région tout entière. La proximité de la campagne est un de ses atouts. Il faut donc soutenir les projets d'équipement de la ville pour qu'elle devienne un centre de congrès, de vie culturelle, un exemple d'équilibre dans les différents quartiers.

3. Soutien au tissu industriel. Créer des emplois nouveaux si l'on peut, c'est bien. Défendre ceux qui existent, c'est une priorité. Il faut donc aider les entreprises de la région à garder ou à gagner des marchés. Nous devons mettre toutes nos forces au service de l'avenir de Turboméca et de la filière métallurgique dans notre circonscription.

4. Défense et promotion de notre agriculture. Dans le nouveau paysage agricole français et européen, l'agriculture béarnaise peut avoir des atouts particuliers. Au moment où la priorité sera à la réduction des coûts plus qu'à l'augmentation des rendements, un climat exceptionnellement équilibré sera un avantage. Il faut défendre l'exploitation traditionnelle, en réclamant une nouvelle répartition des quotas laitiers. Il faut soutenir la diversification des productions et la promotion des produits du pays. Les labels, l'appellation d'origine contrôlée Jambon de Bayonne sont des objectifs prioritaires.

5. Une politique culturelle. Le patrimoine culturel béarnais, la langue béarnaise, rameau particulièrement riche de l'occitan, doivent être sauvés et promus. Les initiatives de décentralisation des grands évènements culturels doivent être à l'ordre du jour du prochain gouvernement en liaison avec les communes et le Conseil général.

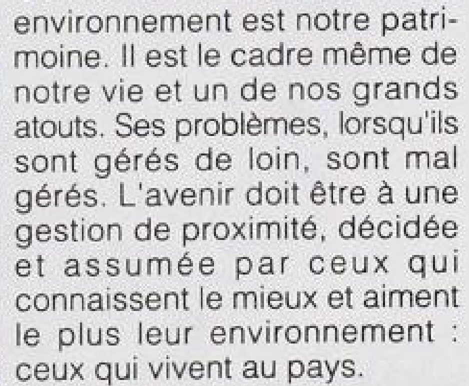
6. Priorité à l'équipement routier. Le grand manque de notre région, ce sont les liaisons routières. Il faut obtenir l'inscription d'une liaison autoroutière Bordeaux-Pau et la réalisation d'urgence du tunnel du Somport. Ces deux équipements sont purement et simplement vitaux pour notre avenir.

7. Soutien à l'université de Pau. Sans grande université, une région ne peut pas être au premier plan. L'université de Pau, avec plus de 10 000 étudiants, a fait des efforts considérables. Il faut développer les liens de l'université avec les centres de recherche des grandes entreprises de la région, en particulier Elf-Aquitaine. Il faut favoriser l'accueil des étudiants, en particulier dans le premier cycle et l'ouverture de formations d'excellence.

8. Une grande politique de promotion de Pau et du Béarn. Nos atouts sont innombrables mais trop méconnus. La promotion intelligente de notre région doit être mise au premier plan des préoccupations des élus locaux, départementaux, régionaux ou nationaux.

9. Une attention nouvelle aux problèmes sociaux. L'initiative locale peut faire beaucoup en matière sociale. A l'avenir, les initiatives de proximité seront appelées à résoudre des problèmes de plus en plus nombreux : enfance, personnes âgées, grande dépendance etc. Il sera essentiel que l'Etat, comme les collectivités locales, soutienne ces initiatives.

10. Pour une gestion locale de l'environnement et de la ruralité. Notre environnement est notre patrimoine. Il est le cadre même de notre vie et un de nos grands atouts. Ses problèmes, lorsqu'ils sont gérés de loin, sont mal gérés. L'avenir doit être à une gestion de proximité, décidée et assumée par ceux qui connaissent le mieux et aiment le plus leur environnement : ceux qui vivent au pays.



La ruralité est une richesse pour tous. Les traditions, les loisirs, les activités du monde rural doivent être reconnus et défendus comme un atout d'authenticité pour l'avenir du Béarn et des Béarnais.

infocompo/pau